



Commentaire : Analyse juridique OUDINEX

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS



Procédure n°2010/257 – Brigade de Répression de la Délinquance Astucieuse

L'échec pénal d'une stratégie de **déstabilisation**

La procédure engagée devant la Brigade de Répression de la Délinquance Astucieuse à l'initiative de la compagnie AXA illustre les dérives possibles d'un contentieux assurantiel déplacé sur le terrain pénal. Présentée comme une affaire d'escroquerie organisée, l'enquête a, au terme de plusieurs mois d'investigations, conduit à un classement sans suite pour infraction insuffisamment caractérisée.

Les faits

La procédure engagée devant la Brigade de Répression de la Délinquance Astucieuse à l'initiative de la compagnie AXA illustre les dérives possibles d'un contentieux assurantiel déplacé sur le terrain pénal. Présentée comme une affaire d'escroquerie organisée, l'enquête a, au terme de plusieurs mois d'investigations, conduit à un classement sans suite pour infraction insuffisamment caractérisée.

L'enquête de la brigade

La BRDA procède à une analyse exhaustive des dossiers litigieux, à des auditions de témoins, à des vérifications bancaires et à l'examen des pièces comptables.

Les investigations établissent que :

- Les sinistres dénoncés sont matériellement avérés ;
- Les travaux ont été effectivement réalisés ;
- Les flux financiers ne révèlent aucune anomalie significative ;
- Les documents incriminés sont authentiques.

Aucun élément intentionnel caractérisant une manœuvre frauduleuse n'est mis en évidence.

La confusion entre litige civil et infraction pénale

L'enquête met en lumière une confusion fondamentale entre un différend d'ordre contractuel et la qualification pénale d'escroquerie.

Les désaccords portant sur l'interprétation des garanties, le chiffrage des dommages ou la stratégie contentieuse ne constituent pas, en eux-mêmes, des infractions pénales.

Le recours à la voie pénale apparaît ici comme un moyen de pression destiné à neutraliser une pratique d'expertise jugée défavorable par l'assureur.

Le classement sans suite

Par décision du 10 février 2011, le Parquet de Paris ordonne le classement sans suite de la procédure (code 21), retenant l'absence d'infraction suffisamment caractérisée.

Ce classement consacre l'absence totale de fondement pénal des accusations et confirme la conformité de l'activité du cabinet OUDINEX.

Portée de la décision

Ce rapport de brigade constitue un signal clair : la pénalisation artificielle d'un contentieux assurantiel ne saurait suppléer l'échec d'une argumentation civile. Il rappelle que l'action pénale ne peut être instrumentalisée pour contourner les règles du débat contradictoire.

Pour les experts et les assurés, cette affaire confirme que la défense rigoureuse des droits contractuels ne saurait être assimilée à une fraude.

Contact principal:

Edouard Hazan
7 rue Royale, 75008 Paris
info@oudinex.com